

Communiqué de Ensemble 35! Stop aux violences policières

Category: Communiqués

écrit par jmfouquer | 3 juin 2016

Pas un jour ne se passe sans que nous ayons à constater des violences policières. Ce jeudi 3 juin, à Rennes un nouveau seuil a été franchi. Des voitures de police ont délibérément foncé sur les manifestants, ouvrant leurs fenêtres pour gazer tous ceux qui passaient à leur portée puis ont poursuivi à coup de matraque celles et ceux qui leur auraient échappé. On déplore plusieurs blessés dont 3 hospitalisations.

Ce jeudi également, devant le collège Surcouf à Saint-Malo menacé de fermeture, les forces de l'ordre sont intervenues avec violence faisant plusieurs blessés parmi les collégiens dont trois sont hospitalisés. Il y a quelques semaines, un jeune a perdu un oeil suite à un tir de Flash-Ball. Ça suffit !

La police devient hors de contrôle, mais la responsabilité revient en premier lieu aux donneurs d'ordre, c'est à dire le ministère de l'intérieur, Hollande et Valls, à la tête d'un gouvernement qui a complètement perdu pied.

Ici, en Ille-et-Vilaine, c'est le préfet Christophe Mirmand qui doit démissionner.

À cela s'ajoutent des peines de prison pour des motifs complètement déconnectés des faits reprochés. Plusieurs jeunes sont actuellement incarcérés après une altercation avec le patron d'un restaurant. D'autres risquent 7 ans de prison pour « Association de malfaiteurs » après avoir couvert de mousse expansive des composteurs de ticket de métro.

N'oublions pas non plus les interdictions de circuler et de se rendre aux manifestations pour des militants politiques sans aucun fondement, ou comment la lutte contre le terrorisme dans le cadre de l'état d'urgence sert à la criminalisation des mouvements sociaux.

Il faut que cette machine s'arrête. Puisque le gouvernement a finalement renoncé à prendre la finance comme ennemi, il en a trouvé un autre : le peuple.

Mais comme il ne peut pas changer le peuple, il lui reste une sortie de crise possible : retirer la loi travail et reprendre le chemin du dialogue pour construire un nouveau code protecteur des salariés. Pour travailler tous, mieux et moins. D'ici là, nous continuerons à maintenir la pression par des manifestations, grèves et actions jusqu'au retrait de la loi.